

<https://www.xn--lecanardrepubicain-jwb.net/spip.php?article792>



Résistance ou Collaboration linguistique ?

- Résistances -



Date de mise en ligne : mardi 24 janvier 2017

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Prenant la parole à Berlin dans le cadre de sa candidature à la présidence de la République... française, Emmanuel Macron a prononcé son discours en anglais « pour être compris de tous » (sic).

Le 11 janvier, s'exprimant sur *France-Info* dans l'émission de J.-M. Apathie, le chef de file du MEDEF, Pierre Gattaz, a salué ce reniement macronien de la langue française en expliquant laborieusement que l'avenir de la Francophonie passe par l'anglais (M. Apathie a relevé l' « oxymore »), « langue universelle des affaires » : une assertion à la fois fausse et hors-sujet, sauf à réduire l'activité à venir d'un futur chef de l'État à une forme d'affairisme international. Le patron des patrons a même précisé que les jeunes Français devaient apprendre à « lire, écrire, compter » en anglais, même s'il a ajouté, pour adoucir l'énormité de son propos, que bien sûr ils devaient aussi maîtriser le français (on respire !).

Dans cette même émission, M. Gattaz a aussi expliqué que pour « gagner », la France devait accepter les délocalisations industrielles, limiter les droits sociaux et les garanties du code du travail qui freinent, selon lui, les entreprises. La question est de savoir si cette prétendue « France qui gagne » à l'international serait autre chose, une fois privée de sa langue et de ses acquis sociaux, qu'un « couteau sans manche dont on a perdu la lame »... Bref, une « France » dénaturée dont ne bénéficierait qu'une minorité de privilégiés.

De plus en plus il apparaît qu'une part croissante de nos « élites » (?) économiques et politiques est déterminée à *liquider* notre langue au niveau international comme au niveau national, quitte à violer grossièrement l'article II de la Constitution, lequel dispose que « la langue de la République est le français ». Déjà l'ex-président du MEDEF et du syndicat patronal européen Ernest-Antoine Seillière avait déclaré en 2004 qu'il n'officierait plus, en tant que patron de *BusinessEurope*, qu' « en anglais, la langue de l'entreprise et des affaires ». Déjà M. Kouchner, ministre des Affaires étrangères de N. Sarkozy, affirmait lui aussi cyniquement que « l'avenir de la Francophonie passe par l'anglais » (sic). Déjà, Mme Fioraso, ministre de F. Hollande, a fait de l'anglais une langue universitaire en France au mépris de la loi Toubon qui institue notre langue en « langue de l'enseignement ». Déjà de grandes entreprises comme Renault ou PSA basculent toute leur documentation interne à l'anglais en France même, sans parler de la grande distribution qui privilégie l'anglais (*Carrefour City, Simply Market*, etc.), des « services publics » et des ex-services publics (*SNCF, EDF, Orange*...) qui affichent trop souvent leur publicité et leurs enseignes en *frenglish* ou en mauvais anglais ; ni de la « France » qui chante en anglais à l'Eurovision, des films tournés en anglais en France sur subvention de l'État, des émissions intitulées en anglais sur des chaînes publiques, etc.

Manifestement, l'aile marchante de l'oligarchie politico-financière « française » a décidé, à l'occasion des présidentielles, de franchir un seuil décisif dans l'assassinat programmé de la langue nationale, qui est aussi, rappelons-le, la langue officielle de dizaines de pays dans le monde : après la loi du silence qui, depuis des années, interdit de fait aux grands médias de mettre en débat le basculement linguistique insidieusement en cours en France, voici que certains milieux - dont MM. Macron et Gattaz sont l'avant-garde - passent à l'arrachage officiel, quitte à tenir à mi-voix à l'égard du français d'hypocrites propos élogieux en forme de soins palliatifs...

Nous refusons et refuserons avec acharnement cet attentat cynique contre le peuple français et les autres peuples de la Francophonie. C'est le moment ou jamais pour les amis du français et de la Francophonie d'interpeller vigoureusement les candidats aux prochaines élections, présidentielle et législatives :

- ▶ oui ou non, condamnez-vous l'attitude anti-francophone caractérisée de M. Macron et de ses « hampers » (ainsi se nomment ses partisans) ?
- ▶ oui ou non, ferez-vous enfin respecter et renforcerez-vous la loi Toubon, y compris en sanctionnant les « collabos de la pub et du fric » (dixit Michel Serres) qui ne recourent au français dans leur « com » que pour mieux le polluer et

introduire le « Globish Business » ?

La résistance et le civisme linguistique sont décisifs pour sauver notre langue, premier service public de France et socle du lien social, pour imposer le respect dû à tous les Francophones de France et d'ailleurs, pour sauvegarder l'égalité entre les citoyens français dont l'écrasante majorité n'est pas « English Mother Tongue »*. Cette résistance est également vitale pour préserver la diversité des langues qui n'importe pas moins à la culture mondiale que la diversité des espèces n'importe aux défenseurs de la nature.

Au demeurant, Macron n'a pas seulement piétiné le français en parlant anglais à Berlin, il a aussi humilié les germanophones, qui ne sont pas tous censés parler la langue du « business » macronien ! Il est vrai qu'en Allemagne aussi la trahison linguistique fait rage à l'initiative du haut patronat : la société *Volkswagen* ne vient-elle pas de passer toute sa communication d'entreprise à l'anglais au mépris des ouvriers et des consommateurs allemands ? Assez de ce totalitarisme linguistique, d'autant plus odieux et ridicule que l'Angleterre est en passe de quitter l'U.E., si bien que légalement, l'anglais ne peut plus être la langue officieuse, et encore moins, la langue officielle, des institutions européennes !

Macron se donne des airs de « transgresseur » et de « moderniste » en humiliant sa langue maternelle à l'international. Or il n'y a rien de moins moderne que cet assassinat de la diversité culturelle, rien de plus conformiste que cette allégeance au tout-anglais et à ce qu'il signifie de soumission à l'Empire néolibéral anglo-saxon...

Résistance ou collaboration linguistique, l'heure du choix est venue pour tous les citoyens épris de dignité. Ensemble, sauvons notre langue, et avec elle, la diversité linguistique mondiale, de l'oppression du tout-anglais porté par le monde de la finance.

*= « langue maternelle anglais » : nombre d'offres d'emploi de postes de hauts cadres réservées aux anglophones, ce qui revient à introduire indirectement une préférence nationale à l'envers qui n'est pas moins douteuse que son inverse.

Signataires (11.01.2017). Pour se joindre à cet appel, écrire à gastaudcrovisier2@wanadoo.fr

Georges Gastaud, philosophe, président exécutif de l'[Association CO.U.R.R.I.E.L.](#) (Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Emancipation Linguistiques)

Stéphane Sirot, historien du syndicalisme

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Paris-VII

Bernard Guillaumin, trésorier national de l'Association CO.U.R.R.I.E.L.

Philippe Loubière, docteur ès lettres

Matthieu Varnier, secrétaire général de l'Association CO.U.R.R.I.E.L., roboticien

Philippe de Saint-Robert, ancien Commissaire général à la langue française, président de l'Association pour la sauvegarde et l'expansion de la langue française (ASSELAF)

Guy Chausson, Association Lotoise des Amis de la langue française

Francis Combes, poète

Albert Salon, docteur d'État ès lettres, ancien ambassadeur, président d'association pour le français et la Francophonie

Pierre Pranchère, ancien Franc Tireur et Partisan de France, ancien député de Corrèze

Aurélien Djament, mathématicien, CNRS

Rose-Marie Serrano, traductrice d'espagnol

Patricia Latour, journaliste

Daniel Miroux, président de l'Alliance Champlain

Benoît Foucambert, syndicaliste (81)

Christophe Pouzat, neurobiologiste

Christian Darlot, chercheur CNRS

André Tosel, professeur émérite de philosophie, Université de Nice

Marcel Girardin, administrateur de Défense de la langue française en Pays de Savoie

Anna Persichini, secrétaire, militante syndicale CGT (06)

Jean-Luc Pujo, président des Clubs Penser la France

Denis Foucambert, professeur de psycholinguistique, Université du Québec (Montréal)

Alain Fleury, auteur, comédien, metteur en scène (76)

Aymeric Monville, éditeur

Daniel Dubois, syndicaliste, libre-penseur, élu (Adjoint au Maire, 59).

Giovanni Di Mino, professeur de langue vivante (13)

Christian Champiré, maire de Grenay (62)

Joël Mayet, ingénieur, délégué régional Nord-Pas-de-Calais du CO.U.R.R.I.E.L.

André Prone, environnementaliste, poète et essayiste

Marceau Déchamps, vice-président d'honneur de Défense de la Langue Française, secrétaire général adjoint.

Régis Ravat, délégué CGT Carrefour-Nîmes Sud

Romain Vignest, président de l'Association des professeurs de Lettres

Georges Aimé, vice-président de l'Académie du gaullisme

Laurent Lafforgue, mathématicien, professeur à l'IHES

Gautier Weinmann, fonctionnaire territorial (62)

Claude Gaucherand, contre-amiral et écrivain

Dominique Watrin, sénateur du Pas-de-Calais

Bernard Genet, militant anti-impérialiste (13)

Annette Mateu-Casado, documentaliste retraitée (66)

Geneviève Blache, militante gaullienne pour le Frexit (06)

Dominique Mutel, agrégé d'anglais (62)

Roland Hureaux, essayiste

Yves Letourneur, philosophe, poète

Marie-Jean Sauret, psychanalyste, professeur émérite des universités

Léon Landini, ancien officier des Francs-Tireurs et Partisans de la Main-d'oeuvre Immigrée, Médaille de la Résistance, officier de la Légion d'honneur, président d'honneur du CO.U.R.R.I.E.L.

Barbara Flamand, poétesse (Belgique) - Commentaire de B. Flamand (Bruxelles) : « Cette attaque contre la langue est à la fois culturelle, politique, historique. Contre une telle attaque il faut soulever un mouvement de masse. En gommant leur langue, les Français vont-ils lire Montaigne en anglais ? Chanter la Marseillaise en anglais ? Et apprendre dans cette langue comment les versaillais ont écrasé La Commune ? La langue est le patrimoine collectif en même temps qu'individuel. Le peuple ne peut pas laisser les décideurs souiller la France de Ferrat et de bien d'autres ».